

**Point de presse du porte-parole  
adjoint - OTAN/Réunion  
ministérielle/Participation de M.  
Jean-Yves Le Drian - Droits de  
l'Homme/ Prix franco-allemand des  
droits de l'Homme et de l'État de  
droit - Nations unies/ Organisation  
maritime internationale/ Réélection  
de la France au conseil -  
Développement/Journée  
internationale des volontaires -  
Yémen/Situation - Turquie/Procès  
visant des universitaires -  
République centrafricaine/Attaque  
contre la MINUSCA - Honduras/La  
France appelle à la poursuite du  
processus électoral dans la  
transparence  
(Paris, 05 décembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations suivantes :

1 - OTAN - Réunion ministérielle (Bruxelles, 5 décembre 2017) - Participation de M. Jean-Yves Le Drian

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères participe aujourd'hui à la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, qui est organisée à Bruxelles.

À la suite de la publication de la revue stratégique de défense et de sécurité nationale, M. Jean-Yves Le Drian partagera avec ses homologues notre évaluation de l'environnement stratégique de l'Europe et présentera les efforts de la France pour relancer l'Europe de la défense. S'agissant de la Russie, il marquera notre attachement à l'approche définie au sommet de Varsovie, fondée sur un équilibre entre dialogue et exigence.

Cette rencontre sera précédée d'un déjeuner de travail organisé par Mme Federica Mogherini, haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Elle sera l'occasion pour les ministres européens d'évoquer les principaux dossiers internationaux avec M. Rex Tillerson, secrétaire d'État américain.

2 - Droits de l'Homme - Prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'État de droit

(Paris, 4 décembre 2017)

M. Jean- Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et M. Sigmar Gabriel, ministre allemand des affaires étrangères, ont annoncé le 4 décembre l'attribution du prix franco-allemand des droits de l'Homme et de l'État de droit à 15 personnalités qui seront prochainement récompensées dans nos ambassades à travers le monde.

Depuis 2016, l'Allemagne et la France décernent ce prix à l'occasion de la Journée internationale des droits de l'Homme (10 décembre). L'objectif est de soutenir ceux qui contribuent à la protection et à la promotion des droits de l'Homme ou qui ont lancé des initiatives en faveur de l'État de droit. Comme l'a rappelé M. Jean-Yves Le Drian, «avec ce prix, l'Allemagne et la France envoient un signal clair en faveur de l'universalité des droits de l'Homme et apportent leur soutien à ceux qui s'engagent à travers le monde en faveur de la protection et de la promotion des droits de l'Homme».

Les prix seront remis par les ambassades françaises et allemandes dans les pays des lauréats.

Les lauréats de 2017 sont :

- M. Adilur Rahman Kahn (Bangladesh) ;
- M. Nounongnon Balbylas Gbaguidi (Bénin) ;
- Mme Gracia Violeta Ross Quiroga (Bolivie) ;
- Mme Ragia Omran (Egypte) ;
- M. César Ricaurte (Équateur) ;
- M. Abdullah Al Khonaini (Koweït) ;
- M. Bekim Asani (Macédoine) ;
- Mme Mandira Sharma (Népal) ;
- Mme Grace Osakue (Nigéria) ;
- Mme Rosemarie Trajano (Philippines) ;

- Mme Elena Milashina (Russie) ;
- Mme Shreen Abdul Saroor (Sri Lanka) ;
- M. Kerem Altiparmak (Turquie) ;
- M. Pavlo Lysianskyi (Ukraine) ;
- Mme Liliana Ortega Mendoza (Venezuela).

Pour en savoir plus : <a

href="https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/la-france-et-l-allemande/prix-franco-allemand-des-droits-de-l-homme-et-de-l-etat-de-droit/">https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/allemande/la-france-et-l-allemande/prix-franco-allemand-des-droits-de-l-homme-et-de-l-etat-de-droit/</a>

### 3 - Nations unies - Organisation maritime internationale - Réélection de la France au conseil

L'élection des membres du conseil de l'organisation maritime internationale (OMI) pour la période 2018-2019 a eu lieu le 1er décembre, dans le cadre de la 30ème session de l'assemblée de cette organisation dont le siège se situe à Londres.

La France a été réélue membre du conseil de l'OMI, au titre de la catégorie dite «B» regroupant les États qui sont les plus concernés par le commerce maritime international.

Elle adresse ses remerciements aux États membres pour le soutien apporté à sa candidature, ainsi que ses félicitations aux 39 autres membres du conseil élus à cette occasion.

L'organisation maritime internationale est une institution spécialisée du système des Nations unies, chargée de promouvoir la sécurité maritime, l'efficacité de la navigation, la prévention et la lutte contre la pollution des mers par les navires.

En qualité de membre du conseil de l'OMI pour les deux années à venir, la France entend s'impliquer en particulier en vue de l'adoption d'une stratégie ambitieuse de réduction des émissions des gaz à effet de serre imputables au transport maritime international. Si le transport maritime international est concerné par l'accord de Paris au même titre que toutes les activités émettrices de gaz à effet de serre, ce secteur n'est en effet cependant pas inclus, du fait de son caractère éminemment international, dans les contributions nationales déposées par les États au moment de la ratification de l'accord. Il revient à ce titre à l'OMI de traiter le sujet de la réduction des émissions des gaz à effet de serre par les navires dans le cadre de son comité de protection du milieu marin.

#### 4 - Développement - Journée internationale des volontaires (5 décembre 2017)

Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères célèbre pour la première fois en France la journée internationale des volontaires.

À cette occasion, il organise pour la première fois au centre de conférences ministériel une journée dédiée au volontariat de solidarité, avec France Volontaires, plateforme française des volontariats internationaux de solidarité et opérateur du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, ainsi qu'avec la délégation catholique pour la coopération. Créée il y a cinquante ans, cette dernière est, avec 450 volontaires mobilisés par an, la première organisation d'envoi de volontaires de solidarité internationale.

La journée internationale des volontaires a été décidée par l'Assemblée générale de l'ONU en 1985, avant que le volontariat ne soit reconnu en 2015 comme «un moyen puissant et transversal de la mise en oeuvre des objectifs de développement durable».

À travers ses différents outils, le ministère de l'Europe et des affaires étrangères consacre plus de 17 millions d'euros par an au soutien et à l'accompagnement des différentes formes de volontariat. En 2016, il a permis de mobiliser plus de 3.500 volontaires associatifs, dont 70% de jeunes, intervenant dans le champ de la coopération au développement et de l'action humanitaire.

#### 5 - Yémen - Situation

La France est extrêmement préoccupée par la situation au Yémen. Les affrontements en cours à Sanaa, qui ont causé la mort de l'ancien président Ali Abdallah Saleh, ont encore aggravé la situation. Un cessez-le feu durable doit rapidement intervenir pour éviter toute aggravation de la crise.

La protection des populations et des infrastructures civiles et l'accès complet, inconditionnel et sans entrave de l'aide humanitaire sont des obligations du droit international humanitaire qui s'imposent à toutes les parties au conflit. Nous demandons à tous de les respecter.

La France appelle les parties yéménites à reprendre au plus vite et sans préconditions les négociations pour parvenir à un règlement politique pérenne de la crise. Elle réitérera son soutien aux efforts en ce sens de l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Ismaïl Ould Cheikh Ahmed, à l'occasion des consultations sur le Yémen organisées aujourd'hui au conseil de sécurité des Nations unies en présence de ce dernier. Ces consultations permettront de faire un premier point sur la situation, qui demeure encore très incertaine.

#### 6 - Turquie - Procès visant des universitaires

Nous suivons avec la plus grande attention la situation des universitaires turcs inquiétés pour avoir signé une pétition pour la paix en janvier 2016.

Nous sommes en particulier préoccupés par l'ouverture, aujourd'hui, des premières procédures judiciaires visant les signataires, parmi lesquels se trouvent 25 enseignants de l'université de Galatasaray, créée par un accord franco-turc en 1992. Notre ambassadeur était présent aux audiences ce matin à Istanbul.

La France appelle la Turquie à respecter ses engagements européens et internationaux en matière de droits de l'Homme et de libertés fondamentales. Elle réitère son attachement au respect de la liberté universitaire et assure de son soutien l'université de Galatasaray, qui est un pilier essentiel de la coopération franco-turque. Le respect du droit à un procès équitable et la promotion d'une société civile active et pluraliste sont des composantes essentielles de toute démocratie.

#### 7 - République centrafricaine - Attaque contre la MINUSCA (4 décembre 2017)

La France condamne l'attaque contre la MINUSCA qui, le 4 décembre à Bria, a causé la mort d'un casque bleu mauritanien.

Nous présentons nos condoléances à la famille de la victime, ainsi qu'aux autorités mauritaniennes.

La France réitère son plein soutien à l'action menée par la MINUSCA, qui paie un lourd tribut dans l'accomplissement de sa mission. C'est dans ce contexte que le conseil de sécurité des Nations unies a entériné une hausse significative de son plafond de troupes (900 personnels militaires supplémentaires).

Cette attaque rappelle la nécessité de progresser rapidement dans la mise en oeuvre de la feuille de route conjointe pour la paix et la réconciliation en RCA, adoptée le 17 juillet à Libreville, en vue d'aboutir au désarmement effectif des groupes armés.

#### 8 - Honduras - La France appelle à la poursuite du processus électoral dans la transparence

La France salue la participation et le civisme des citoyens honduriens qui ont pris part aux élections présidentielles organisées le 26 novembre.

Face aux actes de violence qui ont suivi la fin du scrutin, la France appelle au calme dans l'attente de la confirmation des résultats officiels.

Nous invitons les autorités honduriennes ainsi que le tribunal électoral suprême à fournir dans des délais raisonnables toutes les indications permettant de s'assurer de la transparence du processus électoral et de la régularité des résultats officiels qui seront proclamés./.